

Pourquoi Estrosi a décidé de soutenir Macron ?

La campagne présidentielle prend une nouvelle tournure et s'accélère. Le maire de Nice, qui se revendique plus que jamais de la droite et du centre, soutiendra « sans ambiguïté » Macron.

Une surprise ? Non. Mais une levée de doute, sans équivoque. Hier, sur RMC Info, Christian Estrosi a révélé qu'il se positionnerait, en 2022, en soutien au président sortant. « Si Emmanuel Macron est candidat à la présidence de la République, je le soutiendrai sans ambiguïté », a-t-il lâché au micro de Jean-Jacques Bourdin. « Je voterai pour lui », a encore asséné le maire de Nice qui a quitté sa « famille » politique des Républicains, en mai dernier, avant les régionales. Mais qui se revendique toujours de cette famille « de droite et du centre ».

Pourquoi l'annoncer maintenant ?

Dans ma tête, bien sûr, c'est acquis depuis un certain temps, parce que le jugement que je peux porter sur sa personnalité, je me le suis fait. Et parce que la relation de confiance et de respect mutuel que nous avons bâtie m'a permis lors de nombreux entretiens amicaux de pouvoir échanger sur les perspectives d'avenir pour notre pays et pour nos territoires. Mon choix devait se porter sur quelqu'un dont je dois être convaincu qu'il partage à la fois des idéaux pour favoriser la tâche de plus en plus complexe des maires face aux grands enjeux sécuritaires, environnementaux, sociaux et sociétaux. Et quelqu'un – parce que j'aime mon pays – qui a une certaine idée de la France dans le monde.

Et c'est Emmanuel Macron et personne d'autre ?

Fin août, l'an dernier, j'avais appelé, en pleine crise sanitaire à ce que l'on réfléchisse, ensemble, c'est-à-dire Les Républicains avec la majorité présidentielle, à participer à des gouvernements



Aux Régionales : «Celui qui a tranché contre En marche ! et contre certains Républicains, c'est Macron ! Estrosi-Muselier et Macron ont dit aux uns et aux autres : "nous, on va le faire pour éviter le RN". Et on a démontré qu'on avait raison face aux dangers des extrêmes.»(Photo Frantz Bouton)

de coalition. LR a claqué la porte. Ils ont dit : « on va devenir les plus forts tout seuls ». Ensuite, il y a eu les élections régionales. Je ne pouvais pas faire prendre le risque à ma région de tomber dans les mains du Rassemblement national. Celui qui a tranché contre En marche ! et contre certains Républicains, c'est Macron ! Estrosi-Muselier et Macron ont dit aux uns et aux autres : « nous, on va le faire pour éviter le RN ». Et on a démontré qu'on avait raison face aux dangers des extrêmes. Et puis, la réforme du Code du travail, la droite en a parlé, c'est lui qui l'a fait. Pareil pour les régimes spéciaux, l'ouverture à la concurrence de la SNCF. Ou encore l'ISF : 30 ans que la droite en parle et c'est lui qui le fait ! On est en pleine crise économique,

quel est le pays en Europe qui va gagner 6 à 8 points de croissance d'ici à la fin de l'année ? Quel est le pays, où 95 % du tissu économique a été sauvé par le « quoi qu'il en coûte » ? Pendant son quinquennat, Macron a démontré qu'il avait l'étoffe d'un chef d'État. Mon soutien est franc, mais ce n'est pas un soutien de fan, inconditionnel, c'est un choix de raison. Et c'est encore mieux si ça peut devenir un choix de passion. J'attends ça maintenant.

Quelle place pourrait prendre la France Audacieuse, auprès d'Emmanuel Macron ?

Le réseau de maires que j'incarnerai sera entendu dans la grande loi de décentralisation souhaitée par Emmanuel Macron. Le Président nous a écoutés, nous a laissés lui proposer des choses, nous a

laissés dire nos désaccords aussi, comme sur le prix de l'énergie, ou le début chaotique de la crise sanitaire. On a commencé à faire comprendre au Président que la France ne pourrait pas continuer à fonctionner avec un Parlement qui se prononce sur toutes les réformes et des maires qui en sont exclus. La France Audacieuse est devenue une force territoriale.

Peut-on imaginer que ce parti que vous avez créé en 2017 devienne une force parlementaire ?

Une force de soutien à la construction d'une nouvelle majorité parlementaire, oui. Bien sûr, notre revendication, c'est d'avoir dans nos collectivités des représentants au Parlement qui soient en phase avec nos revendications dans la future

majorité parlementaire.

Édouard Philippe créait son parti, lui aussi, ce dimanche, dans quelle mesure la France Audacieuse travaillera avec l'ex-Premier ministre ?

Qu'est ce qui peut constituer la majorité d'Emmanuel Macron demain ? Vous avez François Bayrou pour lequel j'ai de l'estime. Vous avez des élus En Marche... Mais je ne peux pas me fondre dans ce parti démocrate qu'ils appellent à créer, ce n'est pas possible, ce n'est pas mon histoire. Mon histoire, c'est de Gaulle, Chirac, Sarkozy et l'UMP. Avec Édouard Philippe nous n'avons pas l'intention de nous renier sur cette histoire politique.

Et LR dans tout ça ?

LR a déjà perdu l'essentiel de cette histoire. Je ne veux pas qu'elle soit préemptée par d'autres. Je veux dire aux Français qu'ils ne se laissent pas tenter par certaines sirènes. Je pense à Zemmour ou ceux qui se disent fans de Zemmour. C'est nous qui avons tout à faire pour qu'ils ne se sentent pas orphelins. C'est à nous de continuer à porter cet héritage. Nous sommes très décidés avec l'ancien Premier ministre à occuper, ensemble, cet espace politique dont nous sommes les héritiers. À partir du moment où Les Républicains ne veulent plus des centristes, à partir du moment où ils décident en petit comité d'autodésigner un candidat, à partir du moment où certains tolèrent Zemmour, à partir du moment où certains LR ont fait campagne pour le RN dans notre Région, ils n'ont plus rien à voir avec cet héritage. La droite et le centre, c'est nous.

STÉPHANIE GASIGLIA